

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article590>



Nicolas Sarkozy au Sommet de Washington sur la sécurité
nucléaire

La France, mouton noir des Etats dotés d'armes nucléaires

- Accueil - Actualités - Communiqués -

Date de mise en ligne : mardi 13 avril 2010

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

En guise d'ouverture au Sommet sur la sécurité nucléaire réuni à Washington les 12 et 13 avril 2010 par le président Obama, le président français Nicolas Sarkozy a réaffirmé à la chaîne de télévision américaine CBS la nécessité pour la France de l'arme nucléaire, "garante de la sécurité de mon pays".

COMMUNIQUE DE PRESSE

Nicolas Sarkozy nous l'écrivait déjà le 26 mars 2007 : pour lui, *"la dissuasion par le nucléaire est l'assurance vie de la Nation"*. Il nous le redisait à la veille du premier tour de l'élection présidentielle, dans sa [lettre à ACDN du 18 avril 2007](#). Nous appelions alors à ne pas voter pour lui. Mais le jour même où Nicolas Sarkozy, se disant *"président de tous les Français"*, entré en fonctions, nous sollicitons une entrevue pour exposer les raisons que la France aurait eues, selon nous, de négocier l'abandon de sa force de frappe nucléaire, conformément à l'article 6 du Traité de Non Prolifération, dans le cadre d'un processus d'élimination de tous les arsenaux nucléaires.

A la suite de ce courrier en date du 10 mai, une délégation d'ACDN était reçue le 29 juin 2007 au Ministère des Affaires Etrangères, à la Sous-direction du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. Au cours de cette entrevue de deux heures, la délégation a :

- *souligné* les liens entre prolifération et non-désarmement, et l'urgente nécessité, dès alors reconnue par la ministre britannique des Affaires Etrangères ([Margaret Beckett](#)), d'enclencher un processus général de désarmement nucléaire, dont la France pourrait prendre l'initiative ;
- *suggéré*, comme premier signe de cette volonté de désarmement, la suspension des programmes de modernisation de sa force de frappe (missiles M51 et ASMP-A, nouvelles têtes nucléaires, 4e sous-marin nucléaire, Laser Méga Joule, etc.) ;
- *remis 120 signatures* de membres d'ONG internationales et de parlementaires américains soutenant cette initiative ;
- *souhaité* un débat national au Parlement et un référendum loyal sur la mise en oeuvre effective par la France de son engagement pris à l'article 6 du TNP ;
- *remis 3000 signatures* pour l'interdiction et l'élimination des armes à Uranium Appauvri ;
- *demandé* la reconnaissance des droits des vétérans et des civils victimes des essais nucléaires, de la guerre du Golfe et des guerres d'ex-Yougoslavie.

Tous documents et arguments qui furent transmis à la Présidence de la République et au cabinet du Ministre des Affaires Etrangères.

En vain. Dans son **Discours de Cherbourg, le 21 mars 2008**, le président de la République déclarait : « *La dissuasion (nucléaire) reste un impératif absolu. C'est une garantie pour notre Nation comme pour nos voisins européens. Je renforcerai la crédibilité politique et technique de nos systèmes d'armes... J'ai aussi la conviction qu'il*

La France, mouton noir des Etats dotés d'armes nucléaires

est indispensable de maintenir deux composantes nucléaires, une océanique et une aéroportée... Garantir la sécurité de la Nation a un coût important. Chaque année, la dissuasion nucléaire coûte aux Français la moitié du budget de la justice ou de celui des transports... Je m'en porte garant. La France ne baissera pas la garde. »

Aujourd'hui, il persiste. Alors que le président des Etats-Unis d'Amérique a justement pris la tête d'un processus d'abolition des armes nucléaires auquel le Royaume-Uni, la Russie et la Chine ont souscrit, le président de la République française prend prétexte de la dangerosité du monde pour camper sur une position d'arrière-garde : *"Je n'abandonnerai pas cette arme nucléaire, garante de la sécurité de mon pays, de façon unilatérale, dans un monde aussi dangereux qu'il l'est aujourd'hui"*, déclare-t-il à CBS. Mais d'abord, personne ne lui demande de l'abandonner « unilatéralement ». Ensuite, en affirmant que la possession d'armes nucléaires est indispensable à un Etat pour garantir sa sécurité, le président Sarkozy justifie tous les autres Etats de la vouloir pour eux. **Ce qui vaut pour la France vaut pour n'importe quel Etat, Iran compris.** Ainsi, la France contribue à rendre le monde encore plus dangereux.

Le 11 mars dernier, nous avons écrit et demandé au président de la République :

1) d'engager la France, résolument et sans délai, avec les autres Etats nucléaires, signataires ou non du Traité de Non Prolifération nucléaire, dans un processus d'élimination de toutes les armes nucléaires, sous un contrôle strict et efficace et dans le cadre d'un véritable système de sécurité internationale ;

2) de consulter le peuple français par référendum sur la question suivante :

" Voulez-vous que la France propose à toutes les nations de renoncer à sa force de frappe nucléaire et d'en démanteler les composants, dans le cadre d'un désarmement nucléaire, biologique et chimique, intégral, universel et contrôlé, et d'un véritable système de sécurité internationale ? "

Dans le cadre de la campagne « Ultime Atome ! » lancée par 3 ONG françaises (ACDN, les Amis de la Terre, Monde sans Guerres et Sans Violence), nous appelons tous les citoyens français, à commencer par les parlementaires (députés, sénateurs, députés au Parlement européen) à exprimer les mêmes exigences. Alors que la 8e Conférence quinquennale de révision du TNP s'ouvre le 3 mai prochain à New York, **cette démarche est particulièrement urgente.**

Le peuple français n'a jamais été consulté sur la question des armes nucléaires. Il n'en a même jamais entendu parler au cours des campagnes électorales, y compris celles de 2007. Il n'a donc mandaté personne là-dessus, et nul ne peut prétendre qu'il poursuit, en matière de défense, une politique choisie par le peuple français, ou plus trivialement, par la majorité des électeurs. Pour prétendre parler *"au nom de la France et de tous les Français"*, Nicolas Sarkozy doit commencer par demander aux Français leur avis.

Le modèle de lettre au Président de la République et de demande de référendum est disponible sur le site d'ACDN www.acdn.net.

Voir ci-dessous.

Le/la soussigné(e)

- ▶ Prénom
- ▶ NOM

- ▶ Qualité (mandat, titre, fonction ou profession)
- ▶ Adresse complète
- ▶ (FACULTATIF) E-mail :

En Franchise Postale à :

- ▶ Monsieur le Président de la République
- ▶ Palais de l'Elysée
- ▶ 55 Rue du Faubourg Saint Honoré
- ▶ 75008 - PARIS

Copie par courrier affranchi à :

- ▶ ACDN
- ▶ 31 Rue du Cormier
- ▶ 17100 - SAINTES
- ▶ contact@acdn.net

- Autorisation :

J'accepte que mes Prénom, NOM, qualité et VILLE de référence, soient rendus publics, à l'exclusion des autres informations, en tant que signataire de cette lettre : OUI NON

Objet :

- ▶ **Désarmement nucléaire**
- ▶ **Demande de référendum**

Monsieur le Président,

En tant qu'être humain, citoyen(ne), électeur/électrice, contribuable...

Je refuse la préparation, la menace et l'éventuelle exécution d'un crime contre l'humanité au moyen d'armes de destruction massive, nucléaires ou autres.

Je refuse que moi-même et mes proches en devenions un jour les complices et les victimes.

Je refuse que notre condamnation à mort et celle d'autres individus et d'autres populations soient prononcées et exécutées, sans procès ni appel, par un seul homme : vous-même ou vos homologues des autres Etats nucléaires.

Je refuse que notre sécurité à tous repose sur une telle insécurité, un tel déni de justice, un tel défi à la démocratie, une telle inhumanité, et dépende de votre détermination à commettre un tel crime.

Je récuse donc toutes les armes nucléaires, celles de notre pays comme celles des autres.

C'est pourquoi j'ai l'honneur de vous demander :

1) d'engager la France, résolument et sans délai, avec les autres Etats nucléaires, signataires ou non du Traité de

La France, mouton noir des Etats dotés d'armes nucléaires

Non Prolifération nucléaire, dans un processus d'élimination de toutes les armes nucléaires, sous un contrôle strict et efficace et dans le cadre d'un véritable système de sécurité internationale ;

2) de consulter le peuple français par référendum sur la question suivante :

"Voulez-vous que la France propose à toutes les nations de renoncer à sa force de frappe nucléaire et d'en démanteler les composants, dans le cadre d'un désarmement nucléaire, biologique et chimique, intégral, universel et contrôlé, et d'un véritable système de sécurité internationale ?

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération."

A... le...

Signature